

Le choix cornélien des

Vinisud. Le rendez-vous du parc des expositions de Montpellier et Millésime à Mars

Ce vin qui disait mal son origine

Insolite. L'association France Palestine et la CGT de l'Inra ont alerté le salon.

Quand le conflit du Proche-Orient résonne jusque dans les allées de Vinisud. L'association France-Palestine solidarité de l'Hérault, ainsi que des représentants de la CGT de l'Inra, ont officiellement protesté, il y a quelques semaines, auprès de l'organisateur après avoir découvert la présence sur le salon d'un vin produit sur un territoire occupé mais présenté comme un produit israélien. « *L'entreprise s'appelle Golan Heights Winery mais le plateau du Golan n'a jamais été israélien. Il appartient à la Syrie et c'est un territoire occupé depuis 1967* », explique Robert Kissous (APFS 34).

Avec des ceps de vigne mis au point en France

Et selon un avis du ministère de l'Économie diffusé en novembre 2016 à propos des importations en provenance d'Israël, « *L'étiquetage des produits alimentaires, afin de ne pas induire en erreur le consommateur, doit indiquer de manière précise l'exacte origine des produits* ».

Après avoir alerté la présidente de la Région, Carole Delga, et l'administration sur cette anomalie, les deux organisations protestataires ont observé que la fiche de l'exposant avait effectivement été modifiée. « *L'organisateur a joué le jeu sur le plan de l'étiquetage mais*



■ L'organisateur du salon a fait rectifier la fiche de l'exposant venu de la colonie israélienne.

nous sommes choqués qu'une entreprise coloniale puisse venir exposer dans son salon. Ce sont des produits volés, illégitimes à vendre », dénonce Robert Kissous.

« Une hypocrisie de l'Inra »

Et le dossier prend une seconde dimension avec l'origine des vignes de Golan Heights Winery : des ceps

mis au point par l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) puis commercialisé par l'une de ses filiales, Entav, dans le cadre d'un contrat signé en 2008. « *On n'a peut-être pas été assez vigilant avec Entav. Il y a une hypocrisie invraisemblable de l'Inra* », se désole Pascal Tillard. Le représentant de la CGT a décidé d'interpeller le président de l'institut agronomique sur

cette question dans les prochains jours.

Pour les deux organisations, l'affaire est « *emblématique du double langage où on fait semblant* » avec le droit international. « *Si on n'avait pas été là, ça passait comme une lettre à la poste. À quoi ça sert que les services de l'État édictent des règles.* »

GUY TRUBUIL

gtrubuil@midilibre.com